Numéro 249 — 11 OCTOBRE 1935 PRIX : 0 fr. 50

Publicité dans « La Vérité »
POPULAIRE-PUBLICITE 5, Rue Saint-Augustin

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHÉVIK-LÉNINISTE

ABONNEMENTS — France : 1 an, 20 Fr. — 6 mois, 10 Fr.
Etranger : 1 an, 30 Fr. — 6 mois, 15 Fr.
Compte Chèque Postal : Depaifre 1891.14 Paris
Bi-mensuel paraissant le 2e et le dernier vendredi du mois

Adresse provisoire :
JEANNE BRISACK
11, rue du Moulin-Joly
PARIS (11)

« Je me demande quelle nation, dans cette période de remise en équilibre, peut se déclarer assez sûre de son destin et de son système de gouvernement pour remettre à tous ses nationaux les armes dont ils pourraient ne pas se borner à faire usage contre les ennemis de l'extérieur »

P.-E. FLANDIN, 1935.

AVIS A LAVAL, MUSSOLINI ET AUTRES...

Le peuple éthiopien résiste aux envahisseurs fascistes

Contre les "sanctions" impérialistes ! Pour le boycott ouvrier et la fraternisation des travailleurs sous les armes !

Où en est la guerre italo-éthiopienne, après plus d'une semaine d'opérations militaires ?

D'abord, ce sont déjà des milliers de cadavres, qui engraissent les montagnes du Tigré, au nord de l'Abyssinie. Prolétaires italiens, morts comme les soldats que le Cartel fit tuer au Maroc, en 1925, pour les profits du capitalisme... Paysans abyssins, défendant courageusement le sol où les « civilisateurs » viennent installer leur domination... Une fois de plus, la guerre impérialiste, meurtrière, *est déchaînée.*

Première leçon : aucune « déclaration de guerre » n'a précédé les opérations. Après trois mois de préparation méthodique, l'armée italienne d'Erythrée s'est jetée sur Adoua, Adigrat et Axoum, villes principales de la province du Tigré. Les avions ont déversé des tonnes d'explosifs, les mitrailleuses ont crépité. Après 10 jours de combats, le gain de l'armée italienne est mince. Adoua est tombée entre ses mains, mais elle n'a pas encore sérieusement abordé l'intérieur montagneux du pays, et elle n'a pas pu atteindre le gros des forces abyssines.

Au sud, les troupes italiennes de Somalie se sont avancées dans le désert de l'Ogaden et ont trouvé une résistance efficace.

Dès à présent, il est donc clair que la guerre devra se conclure dès à présent sur un compromis imposé par l'Angleterre, ou bien qu'elle se poursuivra pendant des mois et des années, d'une façon acharnée et sanglante. Et dans ce cas, elle ne peut être que l'introductrice du conflit mondial qui couve sous la cendre.

LE JEU DE L'IMPERIALISME ANGLAIS

Le capitalisme anglais a réussi à faire croire à de larges couches de la population britannique que sa résistance aux prétentions de Mussolini en Afrique était purement désintéressée. Tu parles ! Les maîtres d'un quart de l'univers, ceux qui ont asservi à coup de canon l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Egypte, etc., sont plus réalistes.

En fait, l'Angleterre craint trois conséquences de la guerre déclanchée par le fascisme italien :

1° Elle craint d'abord que l'Empire d'Afrique Orientale ambitionné par Mussolini ne mette en danger ses possessions d'Egypte, du Soudan, d'Arabie et sa liaison avec les Indes.

2° Elle craint que la guerre d'Abyssinie ne déclanche un mouvement de révolte des populations coloniales dans l'Afrique et dans l'Asie.

3° Elle craint que l'aventure mussolinienne n'ébranle le régime fasciste et n'ouvre ainsi la voie à la renaissance de la classe ouvrière italienne, à la révolution prolétarienne en Europe.

C'est pourquoi Baldwin et Mac Donald, entièrement d'accord avec les chefs du Labour Party, tout en donnant le change par leur prétendue « lutte pour la paix », n'ont qu'un but : *limiter* l'offensive de Mussolini, *empêcher toute véritable lutte nationale de masse* des Ethiopiens contre l'armée italienne, et enfin *partager* avec l'Italie et la France le « gâteau » abyssin — sans éclat.

Les *sanctions* que l'Angleterre et la S.D.N. réclament contre l'Italie n'ont pas d'autre but.

LA POLITIQUE DU CAPITALISME FRANÇAIS

L'attitude de Laval à Genève (*dont Herriot, Paul-Boncour et Cie sont d'ailleurs solidaires*) consiste à louvoyer entre l'Angleterre et l'Italie. Laval est lié à Mussolini par les accords de Rome, mais il a besoin de conserver l'amitié de l'Angleterre contre la politique de Hitler. La France, après avoir réglé avec l'Italie les litiges de Tunisie et du Tibesti, lui a laissé les mains libres en Afrique Orientale, lui abandonnant même le quasi-contrôle financier sur le chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba. C'est pourquoi Laval (et la grande bourgeoisie tout entière) résiste aux « sanctions » préconisées par l'Angleterre.

Bien entendu le « pacifisme » n'a rien à voir dans cette attitude de Laval, appuyée à grands cris par les Ligues fascistes et nationales, pas plus qu'il n'a à voir avec la volonté de sanctions de la bourgeoisie anglaise.

QUE DISENT LES ORGANISATIONS OUVRIERES ?

La presse officielle de la 2e, de la 3e Internationale, ainsi que des Internationales syndicales, *a en fait emboîté le pas à la politique impérialiste des sanctions,* au nom de la S.D.N.

C'est justement cela qui a permis aux réactionnaires de tous poils de se parer des plumes du paon pacifiste — bien en vain d'ailleurs.

Mais la S.D.N. n'est qu'un lieu de marchandages sordides, qui se concluent toujours par des hécatombes.

C'est pourquoi nous disons à tout le prolétariat : *Nous refusons d'appuyer l'action des gouvernements capitalistes à la S.D.N. Quels que soient leurs intérêts opposés, ils finissent toujours par aboutir au massacre général, c'est-à-dire à la destruction du prolétariat.*

Nous appelons les travailleurs à agir, dans chaque pays, contre leur propre gouvernement bourgeois.

Nous appelons les travailleurs en France à boycotter les envois d'armes et de matériel de toute sorte à l'Italie, sans aucune solidarité avec le gouvernement. Les marins, dockers, cheminots doivent agir dès à présent, par eux-mêmes.

Mais surtout il faut dresser les prolétaires contre le Gouvernement Laval-Herriot. Exigeons des comptes de Laval : *oui ou non* la Banque de France a-t-elle prêté des milliards à Mussolini ?

Oui ou non, des dispositions ont-elles été prises pour livrer à Mussolini du charbon ?

Si les « sanctions » impérialistes obligeaient les prolétaires armés à s'affronter, nous disons : *fraternisation entre les marins anglais, italiens et français !* Qu'ils tournent leurs canons sur Rome, Paris et Londres, et non sur l'Ethiopie !

A l'action pour arracher les faux nez pacifistes des impérialistes de Rome, de Londres et de Paris !

A l'action pour dresser les prolétaires contre les gouvernements bourgeois, qui organisent tous la guerre !

A l'action pour le soutien des populations abyssines !

A l'action, contre Laval et ses complices !

L. TROTSKY

Sur le 7e Congrès de l'Internationale Communiste

Je dois m'excuser devant les lecteurs de notre presse internationale de n'avoir, malgré les rappels, rien dit jusqu'à maintenant sur le VIIe Congrès de l'Internationale Communiste. Les causes sont en dehors de ma volonté. Les débats du Congrès ont eu un caractère, d'une part, extrêmement confus, intentionnellement invertébré, et, d'autre part, purement théâtral. Les questions furent traitées et tranchées dans les coulisses, souvent par l'intermédiaire du téléphone qui relie le Kremlin au Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères. Dans l'étroit cercle bureaucratique s'est déroulé un semblant de lutte d'opinions. Pourtant, après que les décisions furent définitivement prises par le Bureau Politique, on désigna les orateurs, qui furent chargés de présenter la décision de façon à compromettre le moins possible les sommets de l'I. C. et, en tout cas, à ne pas jeter la moindre ombre sur l'infaillibilité du chef. Les soi-disant « débats » du Congrès représentent en fait une comédie longue et, il faut le dire, effroyablement triste avec des rôles distribués d'avance. De plus, les acteurs aussi sont mauvais.

C'est pourquoi il faut lire les comptes rendus des débats comme des documents diplomatiques, en se posant à chaque pas les questions : qu'est-ce que l'orateur a *en réalité* en vue ? Sur quoi fait-il le silence ? Et pourquoi ? Mais les documents diplomatiques sont d'ordinaire brefs et les discours des rapporteurs du Congrès sont extraordinairement longs. Les dimensions accablantes des rapports représentent une nouvelle mesure de la sûreté de soi de la bureaucratie : il faut apporter un nombre aussi grand que possible d'affirmations aussi peu précises que possible, sans être gêné par leur contradiction : on ne sait ce qu'il pourra bien advenir de ces affirmations dans l'avenir. A cela il faut ajouter les comptes rendus terriblement mauvais des journaux. La forme de l'exposé peut être claire, bonne, convaincante là où il y a une pensée claire et une volonté politique, où il y a une lutte ouverte d'idées, qui travaille toujours à préciser la pensée; mais lorsque le fonctionnaire-orateur efface ses propres traces et les traces de ses supérieurs, lorsque le fonctionnaire-journaliste expose un discours confus, dans la peur constante de se heurter à quelque écueil, les comptes rendus de journaux représentent inévitablement une misérable bouillie de lieux communs mal reliés entre eux. Tels sont les comptes rendus de l'*Humanité,* qu'il m'a fallu utiliser jusqu'à maintenant.

Quand j'ai essayé, par exemple, sur la base de ces comptes rendus, de déterminer, ne fut-ce qu'approximativement, ce que représente dans les conditions de la crise extrême-orientale le mouvement ouvrier du Japon et quelle place y occupe le Parti communiste japonais, j'ai appris seulement avec pleine certitude que l'amour ardent pour le chef s'exprime en japonais par le mot « banzaï » ; mais cela, je le savais déjà, car « banzaï » est crié aussi en l'honneur du mikado. Du reste, Staline brilla au Congrès par son silence, tout comme le mikado.

(*Lire la suite page 2*)

Les Ligues fascistes se préparent au coup d'Etat

Comme à Villepinte, les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes pour combattre l'ennemi !..

La Rocque mobilise. Laval et Paganon encouragent ces mobilisations. Les travailleurs ne peuvent compter que sur eux pour se défendre. Voilà les faits !

A Villepinte dimanche dernier, à Bondy, Blanc-Mesnil, Brunoy dans la semaine, les brigades armées de Croix de Feu se sont réunies, ont pris leurs dispositions pour aggresser les organisations ouvrières.

A Villepinte, les travailleurs *ont montré comment il fallait réagir :* alerter ouvertement la population, organiser la riposte, se préparer à agir soi-même et non à implorer la protection de la police d'Etat.

A Villepinte, un gros progrès fut fait dans ce sens, bien qu'en fin de compte les 2 ou 300 fascistes bloqués dans la ferme aient pu s'enfuir sans recevoir la correction qui leur aurait ôté l'envie de revenir. Paganon avait été jusqu'à faire venir de grands camions militaires vides pour protéger leur fuite !

Mais à Villepinte, la Municipalité et les communes avoisinantes n'ont pas hésité à appliquer pour la première fois les dispositions prises en juillet dernier. Elle a actionné les sirènes, mobilisé les travailleurs de la région, mis les pompes à incendie en batterie, après que les Croix de Feu aient tiré une bordée de coups de revolver, blessant plusieurs travailleurs.

A Villepinte, la masse, pleine d'initiative, encadrée, était prête à la riposte et à l'action. Elle avait entendu l'appel : « Si les Croix de Feu savaient, chaque fois qu'ils s'entraînent, trouver des manches de pioches au lieu de rassemblement, ils viendraient moins nombreux... »

A Villepinte, les travailleurs ont eux-mêmes arrêté, désarmé et corrigé les chefs fascistes !

A Villepinte, la masse a montré qu'elle refusait de faire confiance aux bavardages parlementaires. Là, et non dans les meetings réglementés, elle a montré que le fascisme ne passerait pas.

A Villepinte, la volonté d'action des masses a commencé à surmonter la volonté d'inaction des chefs...

Dans tout le pays, il faut populariser l'action des travailleurs à Villepinte, en tirer les leçons et se préparer à recommencer dans les meilleures conditions !

Vive l'Unité syndicale !

Nous avons travaillé à l'Unité syndicale pour la Révolution Nous travaillerons pour la Révolution dans l'Unité syndicale

C'est une joie pour tous les travailleurs que de voir enfin se réaliser leur Unité syndicale. Nous saluons la réalisation d'une C.G.T. unique, avec d'autant plus d'ardeur que nous avons combattu sans relâche, avec acharnement, pendant de nombreuses années pour l'unification du mouvement syndical. Il nous suffit de nous reporter aux thèses syndicales adoptées par notre deuxième Conférence nationale du mois de septembre 1933, pour affirmer avec force notre attachement à l'Unité syndicale. Que disaient nos thèses syndicales ?

« Aux mots d'ordre confus, changeants et hypocrites d'unification par en bas, par la rentrée, par le Congrès unique, nous devons opposer le mot d'ordre d'unité par la « fusion des centrales », disions-nous à cette époque.

« Concrètement, il s'agit de proposer aux deux centrales syndicales de désigner leur délégation à une Commission paritaire chargée d'envisager les modalités de la fusion. » (« Vérité » n° 174 du 6-10-33.)

Depuis, nous n'avons jamais cessé de combattre dans les deux centrales syndicales contre les bureaucraties hostiles au congrès de fusion. Nos thèses syndicales de 1933 ajoutaient aussi « à condition bien entendu que les éléments révolutionnaires n'abdiquent rien de leur position politique »... Nous, bolchevicks-lininistes, nous n'avons pas abdiqué et nous n'abdiquerons rien de notre position politique. Mais de nombreux éléments révolutionnaires d'alors n'ont-ils pas abdiqué leur position politique ?

Les débats des deux congrès confédéraux vont nous renseigner.

AU CONGRES DE LA C.G.T.

L'allure générale des débats de ce congrès a été dominée par la politique de la direction de la C.G.T.

La discussion sur le rapport moral a été très courte. Les délégués minoritaires, en majorité, ont pensé qu'il était superflu de discuter un rapport moral au moment où la fusion des deux centrales pouvait être décidée. Inutile, donc, de condamner la politique de collaboration de classes, l'activité de Jouhaux ; non, pas de batailles inutiles et vaines, voilà résumée l'attitude des militants de la **Révolution prolétarienne** par exemple. Hagnauer (instituteur, Seine) fit un vague exposé touchant un peu à tout, ne précisant rien, évitant de déclarer le vote précis à émettre.

Seul, le **délégué de Tunisie** a apporté une critique virulente de l'action du bureau confédéral et, plus particulièrement, l'attitude de la direction de la C.G.T. vis-à-vis des exploités de Tunis. Bonne intervention, où l'orateur montra effectivement toute la carence de la C.G.T. et sa politique de soutien camouflé du colonialisme français.

Réponse embarrassée de Jouhaux qui cite les délégations accomplies pour protester (?) contre la politique du Gouvernement en Tunisie, et conclut qu'en somme la situation en Tunisie était meilleure qu'en Autriche ou en Allemagne. Tout simplement, les travailleurs de Tunisie doivent s'estimer heureux...

Sur l'action contre la guerre Jouhaux répéta son discours habituel autour de la S.D.N. en affirmant que « les gouvernements sont ce que les peuples les font » pour ajouter : « Si la S.D.N. n'a pas agi, ce n'est pas la S.D.N. en tant que telle, ce sont les gouvernements qui sont responsables de cette inaction. » Donc, les peuples qui « font les gouvernements »... Travailleurs, faites votre mea culpa ! Jouhaux n'est pas responsable, lui.

Ensuite discussion sur l'unité. **Vivès** parle... La délégation unitaire arrive. Vivès reprend son discours. Puis la discussion est terminée sur le problème de l'unité syndicale. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'est pas nécessaire que les délégués des syndicats de base s'expriment puisque les dirigeants accordent leurs violons entre eux. Il ne faut pas déranger leurs accords inconnus de la masse des syndiqués...

Une partie des délégués proteste bien, mais sans vigueur. La grande majorité des oppositionnels sont pressés d'arriver au but... même dans la capitulation politique.

LA VOIX DE LA MINORITE REVOLUTIONNAIRE...

Après vient **le Plan.** Discussion académique. Discours de réunions publiques... pour la plupart. Mais la voix révolutionnaire se fait entendre. C'est **Bardin,** de l'Isère, qui, avec force, martelle de dures vérités sur les crânes des nombreux vieillards assemblés, des vieux bureaucrates syndicaux. Il déclare, plein de fermeté : **« Nous sommes quelques-uns dans ce congrès, et dans celui de la C.G.T.U., à veiller à ce que ces assemblées se placent en face de l'opportunisme et du stalinisme pour ranimer le flambeau qui ramènera les travailleurs à la victoire... »** — **« Ni opportunisme, ni collaboration de classes »,** ajoute-t-il.

Ce sera la seule voix des forces révolutionnaires ardentes de ce congrès.

L'APOLOGIE DE LA COLLABORATION

Le Plan vaut un deuxième grrrand discours du Secrétaire général de la C.G.T. Il dit clairement qu'il ne veut pas la Révolution — qui pourrait s'en étonner ?!

Budget de misère ! Budget de guerre !

« Economies » budgétaires réalisées par les capitalistes sur le dos des masses laborieuses depuis le début de la législature de 1932.

Dates des lois	Gouvernement	Economies (en millions de fr.)
15 juillet 1932	Herriot	1.650
17 septembre 1932	»	1.500
30 décembre 1932	Boncour-Chéron	293
28 février 1933	Daladier	1.546
31 mai 1933	»	1.035
28 décembre 1933	»	1.291
Avril 1934 (décrets-lois)	Doumergue	6.661
19 juillet 1935 (décrets-lois)	Laval-Herriot	8.000
	Total	21.976

Vingt et un milliards arrachés avant tout à la sueur des pauvres !

Et Régnier, radical, présente pour 1936 un budget de 40 milliards « en équilibre » — décrets-lois compris ! — qui comporte 12 milliards de dépenses avouées pour la guerre au budget ordinaire, plus 2 milliards et demi pour le même but transférés au « fonds spécial d'armements » !

Travailleurs : IL FAUT DENONCER CE BUDGET DE GUERRE MONSTRUEUX !

FAIRE PAYER LES RICHES EN EXPROPRIANT LES TRUSTS, CARTELS ET LES GROS CAPITALISTES !

« Est-ce que nous faisons un plan d'expropriation ou est-ce que nous faisons un plan de transformation des rouages économiques présents ? »

« Si nous faisons un plan d'expropriation alors plus besoin de parler de tout cela !!! » C'est clair : « Si »... C'est un plan de « transformation des rouages économiques présents », ceux de la Société capitaliste.

La fin du congrès est dominée par une fiévreuse attente de la réunion historique commune des deux congrès. Les débats sont monotones. L'unité est réalisée...

Ainsi, les militants du syndicalisme révolutionnaire traditionnel, les Chambelland, les Lecoin, se sont tus. Ils n'ont pas voulu gêner les bureaucrates... C'est leur faillite définitive.

Mais la voix jeune de la Révolution sera entendue.

LE CONGRES DE LA C.G.T.U.

De nombreux orateurs, délégués de syndicats uniques, de comités d'usine et les grands ténors se sont fait entendre. L'écrasante majorité répète la politique staliniste de la direction de l'Internationale Communiste. Quelques notes « discordantes » de la **« petite secte détachée de la vie »** (dixit Frachon), c'est-à-dire de la majorité de la **Fédération de l'Enseignement unitaire** qui, au cours de deux interventions courageuses, a fait une critique sérieuse de la politique stalinienne. **Margaillan** a montré la signification politique des conditions dans lesquelles se réalisait l'unité syndicale pour laquelle, aussi, sa Fédération lutte depuis de nombreuses années par une agitation constante pour le congrès de fusion. Il peut dire : « Le réformisme est vainqueur, parce que ce n'est pas seulement l'appareil de la C.G.T. qui triomphe, mais aussi le courant de collaboration de classe, d'union sacrée qui vient de se manifester avec autant d'éclat dans la majorité de la C.G.T.U. », pour déclarer ensuite, s'adressant aux dirigeants staliniens de la C.G.T.U. :

« Vous guidez le prolétariat vers la voie sans issue du parlementarisme le plus confus, vous l'éloignez de l'action directe, vous l'engagez dans l'union sacrée. » Nos camarades de l'enseignement eux aussi sont farouchement unitaires mais sans abdiquer leur position politique.

Tandis que les Racamond, les Frachon accomplissent leur tâche en bureaucrates appointés. C'est ainsi que Racamond explique, au sujet du Conseil national économique : « Il y a des délégués patronaux, des représentants des consortiums et grands comités des exploiteurs. »

« Sommes-nous contre cette représentation ? Non ! Mais nous voulons que les délégués même patronaux soient soumis à l'élection. »

Il ajoute d'ailleurs : « Le plan de salut économique et de défense sociale de la C.G.T.U. n'est pas un plan de révolution. »

Relisez plus haut les déclarations de Jouhaux sur le plan de la C.G.T. Racamond rejoint Jouhaux (l'ex-traître...).

Oui, le réformisme est vainqueur, c'est pourquoi nous dénonçons les illusions dues à l'enthousiasme réel et sain des travailleurs à la réalisation de l'unité syndicale. Une C.G.T. unique ce n'est pas obligatoirement la victoire : c'est la possibilité plus grande de victoire avec une politique révolutionnaire.

PAS D'ILLUSION DANS LA C.G.T. UNIQUE DE DEMAIN, MAIS COMBAT POUR LE TRIOMPHE D'UNE POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

Nous dénonçons les ilusions dans la C.G.T. unique de demain, comme nous dénonçons les illusions dans le front populaire d'aujourd'hui parce que dans l'une comme dans l'autre triomphe une politique de faillite : celle des Leipart, des Sévering en Allemagne.

Sur la politique du front populaire, il suffit de citer un passage de l'intervention du Secrétaire de l'Union régionale unitaire d'Algérie :

« Nous avons créé à Alger le Front populaire de France. Ce n'est pas son image exacte. Nous n'avons pas arboré le drapeau tricolore. »

« Là-bas, le drapeau tricolore c'est le symbole de l'oppression impérialiste ! »

« En France, c'est le symbole de la Révolution ! Il y a une différence !!! (?!)

Laquelle, Camarades ? Voilà toute la politique actuelle du Front populaire concrétisée admirablement : le symbole de la Révolution... est le symbole de l'oppression impérialiste pour les peuples coloniaux. La différence : le drapeau tricolore est le symbole de la Révolution bourgeoise de 1789, le drapeau rouge est le symbole de la Commune ouvrière de 1870 et des Communes soviétiques de 1917. Vive le drapeau rouge !

Partout nous luttons pour le triomphe d'une politique révolutionnaire : au sein du Front populaire comme au sein du Mouvement syndical unifié.

C'est pourquoi nous approuvons la déclaration des minoritaires confédérés et unitaires adoptée pendant les congrès confédéraux, déclaration qui doit servir de point de rassemblement de tous les éléments révolutionnaires des syndicats.

Avec eux, **« nous nous engageons à combattre en commun dans la C.G.T. reconstituée pour un syndicalisme de masse, ouvert à tous les travailleurs, sans distinction d'opinions politiques ou philosophiques, se plaçant sur le terrain de la lutte de classes et œuvrant pour la libération du prolétariat par la pratique de l'action directe, son moyen spécifique de lutte.**

» Ils invitent les syndicats à organiser les travailleurs occupés et en chômage pour leur lutte efficace contre les bandes fascistes et en vue de la grève générale : contre les décrets-lois ; contre toute atteinte aux conditions de vie des classes laborieuses ; contre l'union sacrée et le déclanchement de la guerre. »

LE 7e CONGRÈS DE L'I.C.

(Suite de la première page)

Les soi-disant débats ont tourné autour de deux questions : la politique de « front unique » (il n'y a maintenant pas d'autre politique) *contre le fascisme* et la même politique *contre la guerre*. Les discours des rapporteurs, aussi bien le rapport vulgaire et plat de Dimitrov que les jongleries jésuitiques d'Ercoli, n'ont rien ajouté aux considérations dont fut remplie ces derniers mois la presse de l'I. C., en France en particulier. L'expérience du Parti Communiste français fut au centre de l'attention et fut recommandée comme un exemple digne d'imitation. Mais précisément, sur les questions fondamentales du Congrès, les organisations de la Quatrème Internationale se sont exprimées avec une ampleur suffisante. A la lumière des débats de Moscou, nous, marxistes-révolutionnaiers, n'avons pas une ligne à changer à tout ce que nous avons dit jusqu'à maintenant sur les problèmes de la guerre, du fascisme, du « front unique » et du « front populaire ».

Par là je ne veux nullement dire que nous pouvons abandonner le VIIe Congrès sans y prêter attention. En aucun cas ! Que les débats aient été nourris ou creux, le Congrès représente en soi une étape dans le mouvement d'une certaine partie de la classe ouvrière. Il est déjà important par le fait qu'en légalisant le tournant opportuniste en France, il l'étend immédiatement à tout le reste de l'humanité. Ce qui est curieux dans la pensée bureaucratique, c'est le fait qu'en donnant, au moins sur le papier, à toutes les sections une autonomie libérale, et en leur ordonnant même de penser de façon indépendante et de s'adapter à leurs propres conditions nationales, le Congrès reconnut en même temps que tous les pays du monde, l'Allemagne fasciste et la Norvège démocratique, la Grande-Bretagne et l'Inde ,la Grèce et la Chine, ont également besoin du « front populaire » et, si possible, d'un gouvernement de front populaire. Le Congrès est important par le fait qu'il marque — après une période d'hésitations et de tâtonnements — l'entrée définitive de l'I. C. dans la « quatrième période » : son mot d'ordre est « Daladier au pouvoir ! », son drapeau est le drapeau tricolore, son hymne est la *Marseillaise*, qui a étouffé l'*Internationale*.

Pour apprécier la profondeur du tournant et son contenu concret relativement aux conditions des divers pays, les *résolutions* devraient apporter en tout cas plus que les débats grandiloquents. Pourtant, sur aucune des questions traitées ne furent publiés à l'avance des projets de résolutions. Les débats ne furent pas menés autour de textes déterminés, mais se déroulèrent dans le vague. Ce n'est qu'après que tous les orateurs eurent couvert le chef d'éloges et commencé à boucler leurs malles, qu'une Commission spéciale se mit à élaborer des résolutions. Le fait est sans exemple : un congrès officiel s'est terminé sans apporter aucune décision. De cela doivent s'occuper les nouveaux chefs, nommés dès avant le Congrès (Dimitrov !), en tenant compte autant que possible de l'état d'esprit et des désidératas des honorables délégués. Ainsi la mécanique de ce Congrès a rendu difficile au dernier degré quelque appréciation critique de ses travaux au jour le jour. Actuellement, en tout cas, les principaux matériaux du Congrès sont déjà publiés; ainsi, existe enfin la possibilité de tirer son bilan théorique et politique. Je m'efforcerai de remplir cette tâche aussitôt que possible, soit dans une brochure particulière, soit sous forme d'une série d'articles. Maintenant même, je voudrais noter quelques conclusions politiques en liaison avec le tournant de l'I.C. consolidé au Congrès.

Ce serait une erreur fatale de notre part de penser que la théorie et la pratique de la « troisième période » sont définitivement et sans retour liquidées par l'autocritique des chefs et qu'un avenir sans nuages est assuré au tournant opportuniste et patriotique. Si la bureaucratie, avec une facilité si honteuse, a brûlé tout ce qu'elle avait adoré, il n'en est pas de même avec les masses. Celles-ci se comportent envers les mots d'ordre plus sérieusement et plus honnêtement. Dans la conscience des ouvriers qui marchent derrière l'I. C., l'état d'esprit de la « troisième période » vit encore tout entier. C'est précisément cet état d'esprit qui s'est manifesté chez les communistes français à Toulon et à Brest. Les chefs ne réussissent à calmer à temps l'opposition de la base qu'en lui assurant faussement, « en secret », qu'il s'agit d'une adroite manœuvre, qui a pour but de tromper les radicaux et les socialistes, de leur enlever les masses et alors... « alors nous apparaîtrons nous-mêmes ».

D'un autre côté le tournant cartelliste et patriotique du Parti Communiste attire à lui les sympathies de nouvelles couches, assez éloignées de la classe ouvrière, très patriotes, très mécontentes des décrets financiers et qui voient dans le Parti Communiste le flanc le plus énergique du Front populaire. Cela signifie qu'*à l'intérieur du Parti Communiste et autour de lui s'accumulent des tendances toujours plus contradictoires*, qui doivent aboutir à une explosion ou à une série d'explosions. Pour l'organisation de la Quatrième Internationale découle de là l'obligation de suivre d'une façon attentive la vie intérieure du Parti Communiste, pour soutenir la tendance révolutionnaire prolétarienne contre la fraction dirigeante social-patriote, qui dès maintenant s'embrouillera toujours plus dans des tentatives de collaboration de classes.

La seconde de nos conclusions concerne les groupements centristes et leur attitude [illegible] stratégique de l'I. C. Les éléments centristes de droite sont inévitablement attirés par ce tournant, comme par un fluide magnétique. Il suffit de lire les thèses sur la guerre d'Otto Bauer, Zyromski, et du menchévik russe Dan, pour qu'il soit absolument clair que ces représentants légitimes du juste milieu ont exprimé beaucoup mieux que Dimitrov et Ercoli le fond même de la nouvelle politique de l'I. C. Mais ils ne sont pas les seuls. Le pôle d'attraction magnétique s'étend encore plus à gauche. Le *Neue Front*, organe du S.A.P. (Parti socialiste ouvrier allemand qui a quelques ramifications dans les sections S.F.I.O.), dans les deux derniers numéros (16 et 17), en se cachant derrière un tas de réserves prudentes et d'avertissements, salue au fond le tournant opportuniste de l'I. C., comme un affranchissement de l'ossification sectaire, et un passage sur la voie d'une « *politique plus réaliste* ». Combien se trompent ceux qui disent que le S.A.P., dans toutes les questions principielles, serait d'accord avec nous, mais ne désapprouverait que nos « méthodes » ! En fait, chaque grande question dévoile l'incompatibilité de nos positions principielles. Le danger de guerre qui se rapproche a poussé le S.A.P. à lancer à l'encontre de nous le mot d'ordre démoralisant de « désarmement », que même Otto Bauer, Zyromski et Dan rejettent aujourd'hui comme « irréel ». Le même antagonisme des positions apparaît aussi dans les appréciations de l'évolution de l'I. C.

Au plus fort de la « troisième période », nous avons prédit de façon tout à fait précise que le paroxysme de l'ultra-gauchisme conduirait inévitablement à un nouveau zig-zag opportuniste, incomparablement plus profond et plus funeste que tous les précédents. En ce temps où l'I. C. brûlait encore de tous les feux du « défaitisme révolutionnaire », nous prévenions que de la théorie du « socialisme en un seul pays » découleraient inévitablement les conclusions social-patriotiques avec toutes leurs conséquences de trahison. Le VIIe Congrès de l'I. C. a véritablement apporté une confirmation remarquable au pronostic marxiste. Et quoi ? Les chefs du S.A.P., qui ont tout oublié et rien appris, saluent le nouveau stade, le plus grave, de la maladie incurable, découvrant en lui des symptômes... de guérison réaliste. N'est-il pas clair qu'il y a devant nous deux positions inconciliables ?

Il est au plus haut degré intéressant, du point de vue indiqué, de voir comment va réagir devant le VIIe Congrès celui des partis centristes de gauche, qui jusqu'à maintenant était le plus proche de l'I. C., l'Indépendant Labour Party anglais. Est-il attiré par le « réalisme » trivial du VIIe Congrès (le « front unique », les « masses », les « classes moyennes », etc...) ou bien au contraire est-il repoussé par son opportunisme tardif et d'autant plus funeste (collaboration des classes sous le drapeau vide de l'« antifascisme », social-patriotisme sous le couvert de la « défense de l'U.R.S.S. », etc.) ? De cette alternative dépend le sort à venir de l'I.L.P.

En général on peut dire que quelles que soient les diverses étapes et épisodes particuliers, le tournant de l'I. C., consolidé par le Congrès, simplifie la situation dans le mouvement ouvrier. Il consolide le camp social-patriotique, en rapprochant, indépendamment de la question de l'unité organique, les partis de la Seconde et de la Troisième Internationale. Il renforce les tendances centrifuges à l'intérieur des groupements centristes. D'autant plus larges sont les possibilités qu'il ouvre devant les internationalistes révolutionnaires, c'est-à-dire les édificateurs de la Quatrième Internationale.

Le 7 septembre 1935.

L. TROTSKY.

AMNISTIE !

APRES BREST ET TOULON

21 travailleurs ont été condamnés à des peines variant entre 6 et 50 jours de prison. Deux à 2 mois ; treize à 3 mois ; deux à 4 mois ; quatre à 5 mois ; un à 8 mois, soit PLUS DE CENT MOIS DE PRISON, RIEN QU'A TOULON !

Deux ouvriers restent en prévention et passeront aux Assises.

Le journal « Révolution » est poursuivi.

APRES L'AGRESSION DE CAEN

Après l'agression des Croix de Feu à Mondeville, près de Caen, A. Crain a été arrêté, ainsi qu'un autre camarade. Douze inculpations contre les travailleurs !

EN TUNISIE, EN INDOCHINE

Des dizaines de prolétaires languissent dans les geôles et au bagne. Peyrouton, gendre du radical Malvy, opprime les Tunisiens, fait périr nos camarades dans les déserts du Sud. D'Indochine nous parvient le cri d'alarme des travailleurs suppliciés, coupables de défendre le pain et la liberté des travailleurs asservis.

NOS FRERES IMMIGRES,

Italiens, Espagnols, Allemands, Polonais, résidant en France, sont traqués, pourchassés, maltraités.

LAISSEREZ-VOUS FAIRE ?

Faites retentir vos protestations vigoureuses aux oreilles des Paganon et autres fusilleurs radicaux !

Exigez de ces Messieurs de la délégation des gauches la lutte pour l'Amnistie immédiate pour les victimes de la répression !

Manifestez votre solidarité avec les ouvriers emprisonnés, avec nos frères des colonies ! Amnistie !

La santé de notre Camarade Trotsky

La radio a annoncé le 10 octobre que notre camarade Trotsky, qui se trouve actuellement en Norvège, était « dans un état désespéré ».

Nous opposons à ce canard, lancé dans un but encore peu clair, un démenti formel. La vie de Trotsky n'est à aucun titre en danger.

De nombreux camarades se sont aussitôt enquis auprès de nous à ce sujet, témoignant ainsi de la profonde affection qui lie l'avant-garde prolétarienne au compagnon de Lénine.

Soutenez "La Lutte" de Saïgon

En Cochinchine, les militants révolutionnaires groupés autour de La Lutte *étaient parvenus à obtenir quatre sièges au Conseil municipal de Saïgon. Depuis plus de quatre mois, nos camarades ont utilisé ces positions aussi bien pour prendre en main les revendications les plus minimes des travailleurs brimés et affamés que pour développer l'organisation des travailleurs et guider leur lutte de classes.*

Leur action en faveur des coolies, des ouvriers de boîtes d'allumettes brutalisés et exploités par la police, leur défense des salaires des ouvriers de l'électricité et des tramways ont élargi profondément la sympathie des travailleurs pour leur organisation. C'est spontanément que plusieurs corporations des plus diverses ont fait appel à leur soutien : les chauffeurs d'autos de location, les boys du Continental, les typographes dont le salaire n'était pas payé depuis un mois et demi.

La bourgeoisie française et le gouvernement colonial s'acharnent d'autant plus contre les quatre conseillers municipaux ouvriers de Saïgon. Leur élection, réalisée malgré toutes les exactions et toutes les violences de l'administration, est cassée par la justice administrative elle-même.

Enfin, un des conseillers ouvriers de Saïgon, notre camarade Ta-Thu-Thau, *bien connu des ouvriers français, a été condamné le 10 septembre par la Cour d'appel à deux ans de prison avec sursis.*

Notre camarade, qui a subi de longs mois de prison préventive, était poursuivi pour « affiliation à une société secrète ». En réalité le gouvernement voulait abattre un de ses adversaires les plus efficaces et notamment le priver de ses droits civils et politiques. Notre camarade a été condamné sur des « preuves morales ». Quelques « dénonciateurs », dont les déclarations avaient été obtenues par la torture, s'étaient rétractés avant le procès. Rien ne subsistait contre notre camarade qu'un manuscrit dont on l'accusait d'être l'auteur. Une première expertise en écriture faite à Saïgon conclut contre lui. Une contre-expertise faite à Lyon par le docteur Locard confirma cette expertise. Mais devant les contradictions du dossier, il fallut recourir à une troisième expertise faite au Parquet de la Seine qui disculpa Ta-Thu-Thau. Il apparut nettement au cours des débats que rien ne subsistait de l'accusation. La Cour, mise en difficulté, renvoya son jugement pour prononcer quelques jours plus tard la confirmation du jugement de première instance contre lequel le procureur général avait fait appel.

La vigilance des militants français doit plus que jamais s'étendre sur les travailleurs indochinois, sur les victimes de la répression impérialiste, sur leurs défenseurs et leurs guides révolutionnaires dont la tâche est ardue et héroïque. Le courageux hebdomadaire de Saïgon « La Lutte » doit être soutenu. Il a besoin de notre aide matérielle et morale. Tout militant soucieux de se documenter sur la vie des travailleurs indochinois et leurs luttes, soucieux de marquer sa solidarité, doit souscrire un abonnement à « La Lutte ». L'abonnement est de 30 francs par an. Prière aux camarades de les envoyer à « La Vérité » avec mention : Pour « La Lutte » de Saïgon.

Zyromski et le « défaitisme révolutionnaire »

Va-t-on, dans le Parti socialiste, se prononcer pour ou contre le « défaitisme révolutionnaire » ? La question de la guerre a acquis une telle acuité que les révolutionnaires ont plus que jamais le devoir de forcer chacun à se situer clairement, sans équivoque, et pour ceux qui ne voudraient pas le faire à les situer, bon gré mal gré.

Cette tactique du « défaitisme révolutionnaire » a besoin d'être définie et redéfinie; ses adversaires — et le récent article de Zyromski dans le *Populaire* en est un exemple — font tout pour embrouiller le problème.

Zyromski trouve « impossible », dans un programme de parti, de prendre position pour ou contre la défense nationale. On ne peut se moquer plus impudemment des travailleurs. Sur cette question, la IIe Internationale a sombré, la IIIe Internationale également. Et Zyromski prétend qu'un parti qui appelle les ouvriers à s'affranchir du joug capitaliste, qui par conséquent s'engage à les guider sur chaque question sociale importante, ne peut pas définir par avance sa position pour le jour où les impérialistes avides de profits déclenchent la guerre.

« Impossible ». Néanmoins, Zyromski repousse le défaitisme révolutionnaire comme une méthode de lutte « *non spécifiquement socialiste* » ? Zyromski pourrait-il nous définir une méthode de lutte « spécifiquement socialiste » ? Le bulletin de vote, le meeting, la manifestation de rue ne sont, à notre connaissance, ni spécifiquement socialistes, ni spécifiquement bourgeois. La violence non plus. Mais peut-être que Zyromski, qui est maintenant au mieux avec Duclos et la bureaucratie staliniste nous expliquera le caractère « spécifiquement socialiste » des télégrammes au pape, à la reine d'Italie et à Mme Mussolini ?

Les social-patriotes ont enfin trouvé l'argument-massue : *il faut défendre l'Union soviétique*. Appliquer le défaitisme révolutionnaire, en France par exemple, ce serait « frapper au cœur la Révolution russe ». Demain, quand le conflit sera engagé, alors on ira plus loin : les révolutionnaires, les internationalistes seront dénoncés comme traîtres à la Révolution, agents d'Hitler, etc... En attendant, nous pouvons demander aux néo-défenseurs de l'Union Soviétique pourquoi n'ont-ils pas préconisé et réalisé le défaitisme révolutionnaire quand la France participait au blocus de la Révolution russe, et de nous expliquer quel était le souci de la défense de la Révolution qui animait leurs amis mencheviks pendant les années de guerre civile et en Géorgie? Nous n'avons pas attendu 1935 pour défendre l'Union soviétique et le pacte Staline-Laval, ni la collaboration de Vorochiloff et du général Loiseau. Défendre l'U.R.S.S., pour nous, ce n'est pas venir en troisième larron dans ce concert... pour livrer le prolétariat à la bourgeoisie française et à son état-major.

Zyromski dénature systématiquement la conception révolutionnaire : il lui est ensuite plus commode de la démolir. Il « imagine » que le défaitisme révolutionnaire consiste à répondre à l'ordre de mobilisation par « le refus collectif, la grève générale, etc... » ; tandis que pour sa part, il pense : « La prise du pouvoir facilitée par l'armement même du prolétariat, peut rencontrer des occasions favorables, non pas au moment du déclenchement de la guerre, comme le pensent à tort de nombreux camarades, mais avec la prolongation du conflit ». Le défaitisme révolutionnaire, ce n'est pas une phrase : plutôt l'insurrection que la guerre ; c'est la suite, pendant la guerre, d'une lutte réelle menée pendant la paix pour la prise du pouvoir par la Révolution. Si, à la mobilisation par la bourgeoisie, nous pouvions répondre par la grève générale et l'insurrection, la question serait résolue par l'affirmative. Mais comme nous savons que la mobilisation s'effectue dans une atmosphère de chauvinisme exaspéré, *où nos social-patriotes apporteront leur concours*, nous disons qu'à ce moment le rôle du parti révolutionnaire n'est pas de faire des appels pour des actions que la classe ouvrière ne suivrait pas, mais de dénoncer aux ouvriers la guerre qui s'engage, d'en dévoiler les buts impérialistes, de montrer la voie du pouvoir ouvrier A TRAVERS LA DEFAITE DE SON PROPRE IMPERIALISME, et surtout, pour que ce qui précède ne reste pas lettre morte, *d'organiser le parti en vue de l'action illégale, à l'armée, dans les usines, partout où les travailleurs peinent et meurent pour la « défense nationale »*. Telle fut la politique de Lénine, Trotsky, Rosa Luxembourg et Liebknecht. Quant à ceux qui, tel aujourd'hui Zyromski, ne veulent pas confondre la politique du parti et celle du gouvernement et qui attendent les « occasions favorables », il faut rappeler ce que fut en réalité l'attitude pendant la guerre des Longuet, Pressemane, Paul Faure qui étaient alors sur cette position : ils votaient contre Renaudel dans les congrès du parti, mais... *votaient les crédits de guerre au Parlement.*

« Des occasions favorables » se rencontreront pour prendre le pouvoir pendant la guerre ? Quelle phrase de philistin ! Zyromski présente la Révolution survenant comme la fortune tirée à la Loterie nationale ou à un sweepstake quelconque : l'occasion favorable.

Qu'on le veuille ou non, c'est entre deux politiques qu'il faudra choisir : celle de « l'occasion favorable » qui consiste aujourd'hui dans la confiance dans la S.D.N. et quelques autres institutions capitalistes, dans le gouvernement pour désarmer les fascistes, et qui aboutira demain à partir au service de la bourgeoisie; et celle de la Révolution qui consiste aujourd'hui à propager et préparer la grève générale, à créer des milices ouvrières, à organiser les travailleurs pour la lutte directe contre le fascisme, et demain, pendant la guerre, à assurer la défaite de notre impérialisme pour pouvoir plus facilement s'emparer du pouvoir.

Il faudra choisir : « pour le socialisme, milices ouvrières », ou « sac-au-dos pour la bourgeoisie» !

P. FRANK.

Pour le regroupement de l'Avant-Garde révolutionnaire

L'assemblée de la gauche à la Mutualité

Le 26 septembre, la 15e section du Parti S.F.I.O. a organisé une assemblée d'information à la Mutualité, devant un millier de membres du Parti.

Nous retiendrons avant tout de cette réunion la volonté des tendances de gauche qui y étaient représentées de s'opposer à la politique de scission de la C.A.P. Mais les raisons pour lesquels les uns et les autres s'opposent aux exclusions sont loin d'être claires.

Certains s'opposent non à *toutes* les exclusions, mais à *certaines* seulement. *Mallarte*, par exemple, et ses amis de l'ex-Action socialiste, admettent les exclusions *contre les bolchéviks-léninistes*. Sur ce point Périgaud ne s'expliqua pas avec la précision nécessaire, à la Mutualité.

Le camarade *Pivert* est un ferme adversaire des exclusions. A la Mutualité, il démontra à son tour que l'offensive de la C.A.P. avait pour motif notre position marxiste sur les problèmes de la guerre et du Front populaire. Néanmoins, il ne s'oppose aux exclusions que sur le terrain de la *démocratie formelle*, demandant pour la droite le même droit à l'existence dans le parti que pour la gauche prolétarienne. Mais alors, pourquoi avoir poussé — à juste titre — à la séparation avec les néos ?

Quant à nous, nous luttons pour l'unité révolutionnaire du prolétariat, et par conséquent pour la séparation d'avec les soutiens avérés du capitalisme dans nos rangs, social-impérialistes et autres.

C'est ce qu'expliqua notre camarade Molinier à la Mutualité. Fred Zeller avait parlé dans le même sens.

La réunion avait aussi pour but de constituer une « gauche révolutionnaire » qui consacrait la rupture de la *Bataille Socialiste*. C'est pourquoi Zyromski vint s'expliquer à la tribune, et il le fit tout à fait franchement, exigeant le maintien des exclusions prononcées.

13 exclusions !

La Commission des conflits a prononcé 13 exclusions, visant les camarades Hic, Frank, Rous, Rousset, Gérard, Méchler, Martin, Molinier, Van, Naville, Rigal, De Vreyère et Danno (1er octobre).

Voici les considérants de cette décision, dont les camarades frappés ont fait appel devant le Conseil National :

« *Considérant que le citoyen Naville, questionné par les membres de la C.N.C., a répondu que ses amis et lui-même continueraient la même politique ;*

« *Que malgré l'insistance des membres de la Commission Nationale, faisant ressortir toute la gravité de la position qu'il s'entêtait à maintenir, Naville a affirmé qu'il considérait comme des traîtres au socialisme les militants nommément désignés par les articles de la* Vérité;

« *Qu'il maintenait de même les articles visant le* Populaire *et qu'il recommencerait au besoin;*

« *Qu'il pensait bien servir le Socialisme et la classe ouvrière en menant cette campagne qui d'après lui serait une discussion normale de tendance...*

« *La C.N.C. pense qu'il faut mettre un terme à de tels agissements et prendre les sanctions les plus sévères contre ceux d'entre les membres du Parti qui s'en sont rendus ou qui s'en rendraient coupables...*

« *En conséquence prononce l'exclusion, etc...* »

Une séance de la C.A.P.

A la suite de cette décision, la C.A.P. refusa de conserver notre délégué Rous dans son sein. Cependant, une minorité de la C.A.P. vota la résolution suivante, sur laquelle nous attirons l'attention des membres du Parti :

« *La C.A.P., ayant saisi le Conseil National de mesures à l'égard de plusieurs militants, estime qu'il y a lieu de surseoir à l'exécution des sanctions prises postérieurement et pour les mêmes motifs par la C.N.C. jusqu'au prochain Conseil National.* » (Voté par Blumel, Auriol, Coeylas, Delépine, Moch, Monnet, Pivert.)

Cette motion, votée par des hommes qui ne sympathisent guère avec le bolchévisme, est la meilleure preuve que la politique d'exclusions ne peut être continuée.

A la C.A.P., Rous, en notre nom, après avoir démontré les causes politiques des exclusions, proposa qu'on décide l'ouverture d'une discussion sur le problème de la guerre, et la tenue d'un Congrès extraordinaire qui fixerait la position du parti. Cette proposition fut repoussée. Et dire qu'à Mulhouse P. Faure déclara que « la guerre n'était pas un problème d'actualité ! » Voir Adoua !

⁂

Un tract largement informatif a été tiré par nos soins pour les membres du parti. Prière à tous nos amis de nous en réclamer afin de les distribuer autour d'eux.

La gauche révolutionnaire et nous

Nous publierons dans notre prochain numéro la réponse que nous avons faite à la « gauche révolutionnaire » qui vient de se constituer dans le parti, dont nous avions reçu une invitation à fusionner.

Dès à présent une fraternelle collaboration est établie avec ces camarades, et une discussion politique sérieuse aura lieu sur la base politique proposée pour la fusion.

Les militants communistes contre Staline

Dans le Parti Communiste, un fort courant de mécontentement se fait sentir. Les ouvriers résistent au social-patriotisme.

Récemment, trois militants du 11e rayon ont été exclus. Ce sont *R. Clair* (ex-secrétaire du rayon), *Fyot* et *Julien*, ex-membres du Comité de rayon. Dans une lettre qu'ils nous adressent, pour répondre à l'*Huma*, ils disent :

« *Tout en nous déclarant d'accord avec le Front populaire, en tant que rassemblement de masses, nous marquions notre inquiétude quant à ses perspectives révolutionnaires, en constatant : 1° l'absence d'un programme progressif; 2° l'échec de l'auto-défense de masses et la nécessité d'accélérer la formation des groupes, par une campagne politique publique, sans tomber dans l'aventurisme ou dans des mots d'ordre prématurés; 3° l'abandon du travail anti dans l'armée; grande faiblesse de la lutte contre les 2 ans; 4° nécessité de la réalisation des Comités d'usine, en vue du contrôle ouvrier...* »

Ces camarades ont reproché, lors de la conférence du rayon, à Duclos et Cie de n'avoir « *pas d'orientation précise dans les actes, vers une préparation politique, organique et technique, pour donner une issue révolutionnaire au mouvement créé par le Front populaire* ». La réponse fut leur exclusion.

D'autre part, plusieurs dizaines de membres des *Jeunesses Communistes* ont adhéré à nos groupes de J.S. dans différents arrondissements de Paris.

En province, un mouvement analogue se dessine. Dans le *Centre*, à *Lille*, ce sont des jeunes communistes qui viennent rejoindre le G.B.L.

A *Nice*, lors de la Conférence régionale du P. C., les camarades *Boivert* (secrétaire de l'U.R.U.) et *Campa* attaquèrent violemment la politique chauvine du stalinisme. Leur sort ne fait pas de doute...

L'heure vient où tous ces militants souderont leurs efforts aux nôtres. Ainsi se refera *l'unité révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne !*

Les J. S. de la Seine au travail

Les Ententes des J. S. de Seine et Seine-et-Oise développent sérieusement leur travail. Elles luttent pour des mots d'ordre révolutionnaires, contre la guerre et la réaction capitaliste. C'est pourquoi elles recueillent la sympathie croissante des jeunes ouvriers.

RIPOSTE A LA SOLIDARITE DANS LE 4e

Après les deux agressions de la **Solidarité Française** contre les ouvriers juifs du 4e arrondissement, alors que les organisations ouvrières laissent sans réplique se tenir des réunions fascistes dans le 3e arrondissement, le 4e groupe des J. S. a été le seul à entreprendre une action : il a par affiches et tracts dénoncé la **Maison Bleue** et appelé les ouvriers à former leur milice de défense antifasciste : dès le lendemain il recevait 4 adhésions. Il continuera son action dans ce sens jusqu'à la disparition de la **Maison Bleue.**

ADHESIONS A LA 5e J. S.

La semaine dernière **6 camarades venant des J. C.** ont adhéré à la 5e J.S. ; ce ne sont que les premiers ; ils sont d'accord avec la politique de l'Entente et décidés à la mettre en pratique.

EN BANLIEUE

Montrouge. — La Section de Montrouge, toute nouvelle, fait un travail intense en direction des boîtes du coin. Elle va bientôt pouvoir constituer plusieurs cellules d'usines.

Saint-Denis. — Jusqu'ici, les J. S. n'avaient pour ainsi dire aucun groupe à Saint-Denis ; la Fédération a pris l'initiative d'un travail d'agitation. Une première réunion de quartier se tient vendredi 11, qui sera suivie de toute une série d'autres.

LE 20e GROUPE PART DE L'AVANT

Le 20e groupe, qui a connu dans le temps une situation languissante, repart de l'avant. « Révolution » est vendue dans le quartier, et bien accueillie. Plusieurs meetings contre la guerre italo-éthiopienne ont été tenus avec succès. En avant !

L'ACTIVITE DE LA 11e

Le groupe a organisé toute une série de meetings de quartier et élargit son influence. Il recrute beaucoup et va pouvoir reprendre son énergique activité de l'an dernier malgré de nombreux départs au régiment.

... ET CELLE DE LA 14e

Réunion commune excellente avec les J. C. A cette réunion assistait un camarade venant de Limoges et qui se déclara d'accord avec l'exposé du camarade qui parlait au nom des J. S. Il fut fort étonné d'apprendre que c'était un B. L. qui parlait. Il a conclu en disant : « Je ne croirai plus jamais un bureaucrate. » Après cette réunion, un camarade des J. C. a adhéré aux J. S. Le groupe a reçu aussi l'adhésion de deux camarades du Front social. Après une vente de journaux devant **Gnome et Rhône**, le groupe y a pris des liaisons. Il y aura bientôt une cellule d'entreprise.

Par leur campagne contre l'Union sacrée, les **Jeunesses socialistes** deviennent le centre de rassemblement de tous les jeunes ouvriers révolutionnaires. Sur la base de cette politique juste et courageusement portée devant les masses malgré tous les obstacles dressés par les bureaucrates de l'un et de l'autre parti, les Jeunesses socialistes de Seine et Seine-et-Oise recrutent énormément : non seulement de jeunes ouvriers inorganisés qu'attire une ligne politique claire et révolutionnaire, mais aussi de jeunes communistes, de jeunes doriotistes ou d'autres que la décomposition du mouvement ouvrier avait rejetés au Front social, chez les anarchistes ou dans l'isolement.

⁂

Jusqu'aujourd'hui et malgré toutes les résolutions adoptées, la forme d'organisation des J. S. restait celle du Parti : l'organisation fédérative fondée sur la culture permanente des intérêts électoraux locaux. Ce n'est pas que les J. S. s'intéressaient particulièrement à ce travail, mais le petit nombre des adhérents et surtout des **militants** rendaient nécessaires des subdivisions territoriales larges et le rythme lent du travail rendait possible aux responsables de visiter régulièrement les groupes. Depuis plusieurs mois l'activité s'est largement étendue rendant le contrôle plus ardu.

La nécessité d'un travail sérieux, systématique et d'une discussion politique constante mais rapide, le fait que l'ensemble de l'organisation soit passée à un niveau politique supérieur et par suite à un niveau d'activité supérieur, exige des formes d'organisation adaptées à une action révolutionnaire persévérante.

⁂

Il faut dès maintenant créer les fondements pratiques de cette organisation. Il faut partout organiser le travail pratique, la campagne politique de façon à posséder des embryons autour desquels on pourra constituer de nouveaux organismes.

Dès maintenant il faut **localiser** les efforts dans tel ou tel quartier plus restreint, de façon à pouvoir constituer un premier groupe de quartier, puis un second, etc.; il faut en même temps entreprendre de groupe à groupe des actions communes vers telle boîte qui demande un effort important, collaborer sur tel ou tel point précis qui permette de créer une communauté de vie entre les groupes voisins. Ce n'est que par une discipline accrue dans l'action, par la cohésion, le travail méthodique qui augmentent l'efficacité des moyens, par une juste répartition des tâches entre les organismes de base de discussion et d'exécution, par la création de cadres moyens qu'on accroîtra véritablement le rayonnement des J. S.

ECRIVEZ-NOUS !

Parmi nos lettres

D'Orléans :

J'ai appris en détail par un sympathisant les incidents de Blois (meeting du Front Paysan). Le journal stalinien « **L'Humanité** », avec les mêmes procédés que pour Brest et Toulon, a complètement déformé les faits, et une réponse dans « **La Vérité** » est nécessaire pour dénoncer aux paysans la carence des partis ouvriers vis-à-vis des fascistes, et dire que les soi-disant éléments louches qui ont provoqué la bagarre sont tout simplement des militants communistes et socialistes qui ont voulu répondre à la provocation, et refusent de suivre le mot d'ordre de bloc avec les chefs agraires.

De Metz :

Nous avons appris qu'au 507e R.C.C. (Chars), régiment équipé d'une façon très moderne, on voit se pavaner, depuis trois semaines, dans la cour du quartier, guidé et entouré par les officiers... **un officier russe** ! Les gars ne peuvent pas croire que cet officier soit un « rouge »... Ça se comprend. L'officier « soviétique » inspecte du matin au soir tous les services, assiste à l'appel du matin, vient au réfectoire aux heures des repas, visite les postes de garde, est présent au rapport aux ordres, inspecte le vaguemestre, etc...

Ça ouvre les yeux des jeunes soldats sur le pacte militaire Staline-Laval. « Ce sont bien les mêmes G. D. V. », disent-ils. Car bien entendu cet officier ne parle qu'à ses pairs, et toise de haut le grifton.

Pour paraître le 10 octobre :

LES CONSEILS PAYSANS

Revue théorique et pratique des questions paysannes.

— N° 1 —

Abonnement d'essai avec cinq premiers numéros : 10 francs.

Le numéro, franco : 3 francs.

MAISON SPECIALISEE VIN BLANC dem. Représentant. Ecr. Paris, 2 rue Chauchat. Bureau n° 3.

PREMIER DEVOIR :

Diffuser la "Vérité"

BRAVO, LYON !

Province et banlieue donnent aux groupes B. L. de Paris des leçons, pour la vente à la criée de la Vérité.

Du numéro précédent (248), *le groupe de Lyon a vendu* 200 *numéros, Marseille* 75, *Grenoble* 50, *Argenteuil* 100, *Colombes* 60, *etc...*

Bravo, la province et la banlieue ! Mais que font nos amis des groupes de Paris ? Il faut qu'ils remontent ce handicap. Lyon sera-t-il battu par un groupe de la capitale ? Nous serons fixés au prochain numéro.

Dès à présent, nommez vos responsables à la vente du journal. Pas une réunion, pas un meeting, sans une vente de la Vérité ! *La* Vérité *est l'arme essentielle du G.B.L.*

HATEZ LA SOUSCRIPTION !

Des listes de souscriptions pour la Vérité *ont été adressées aux responsables de groupes, voilà* plus d'un mois. *La trésorerie du journal est toujours en difficulté. Nous demandons instamment aux groupes de retourner les listes, accompagnées du montant des sommes recueillies.*

Souscrivez ! Aidez votre journal !

La Commission d'administration.

CONVOCATIONS

Région Parisienne. — *Prière à tous les camarades de noter ce qui suit :*

1° Permanence *deux fois par semaine : le* mardi *de* 19 *h. à* 20 *h., le* samedi *de* 17 *h. à* 19 *h. Ces heures seront rigoureusement observées. En attendant que nous ayons trouvé un nouveau local, cette permanence a lieu* « Au petit Marguery », 1er *étage*, 61, *rue de Lancry.*

2° *Les camarades* anciens trésoriers de secteur *et les camarades* trésoriers de groupe *doivent passer d'urgence à la permanence du samedi* 12 *ou au plus tard à la permanence du mardi* 15 *octobre.*

GROUPES. — *Les responsables désignés à l'Assemblée générale du samedi* 5 *octobre doivent, après réunion du groupe, envoyer un compte rendu au responsable de la R. P.*

N'OUBLIEZ PAS...

... *que le compte-chèque postal de la* Vérité *est :* DEPAIFRE-1891-14-PARIS, *et que toute la correspondance doit être envoyée provisoirement à l'adresse suivante:*

Jeanne Brisack,
11, rue du Moulin-Joly, Paris (11e).

SOUSCRIPTION POUR « LA VERITE »

Reçu au 10 octobre

Tewe, 10 fr.; Aline Roby, 20 fr.; Corbmann, 10 fr.; Pouthier, 20 fr.; Laroumet, 5 fr.; Tewe, 15 fr.; Rémi, 10 fr. Berger, 30 fr.; Esvé (liste 42), 14 fr.; Collecte à l'A.G., 101 fr.; Trolli, 5 fr.; Boitel, 140 fr.; Gérard, 15 fr.; Court Gilbert, 10 fr.; Milo, 10 fr.; Kojo, 10 fr.; M. Maillot (liste 2), 1o fr. 50 ; Groupe d'Argenteuil (listes 634, 74), 44 fr.; Jeanne, 11e (liste 40), 3 fr. 50; Liste 56, versée par R., 26 fr. — Total : 515 francs.

Pour les paysans travailleurs

Qu'a apporté le Congrès de Limoges ?

La décision prise à Mulhouse de tenir fin septembre un congrès socialiste extraordinaire consacré aux questions paysannes avait fait naître chez les militants des espérances diverses.

Beaucoup — et nous sommes de ceux-là — estimaient que le Congrès socialiste de Limoges empruntait aux circonstances actuelles une importance exceptionnelle. Le développement de la crise économique, le parachèvement des organisations fascistes et leur prochaine jonction avec les milices vertes de Dorgères et de ses coéquipiers, l'apparition derrière la S.D.N. d'un nouveau foyer de guerre que le vent des appétits impérialistes attise et propagent sont autant de facteurs qui créaient à la S.F.I.O. l'obligation de tenir aux paysans travailleurs le langage révolutionnaire qu'ils attendent.

D'autres — auxquels les événements n'ont rien appris — ramènent systématiquement les grands principes du Socialisme à la mesure des prochaines compétitions électorales, et attendaient du Congrès de Limoges un programme, nuancé à souhait, qui leur permette demain de rassembler le maximum de suffrages paysans.

Les seconds sont servis, pas les premiers !

Le *Populaire* a donné la plus large publicité à une déclaration rapportée par Paul Faure et à un « Appel aux Paysans » dû à Maxence Roldes. Ces deux textes résument et synthétisent les travaux du Congrès. Ils sont complétés par un troisième document dans lequel le Groupe socialiste du Parlement soumet au bon vouloir de l'Assemblée quatre propositions de loi qui s'ajouteront à tant d'autres dont les feuillets s'entassent sous la poussière des législations expirées.

Il nous faut également reconnaître que l'Etat-Major S.F.I.O. a supérieurement manœuvré devant les petits camarades S.F.I.C. et réussi à neutraliser cette invraisemblable production stalinienne que Duclos intitule modestement : *Programme de Sauvetage de l'Agriculture française.* Pas plus, pas moins !...

Ces discussions, ces textes savants, ces finasseries nous ramènent à trente ans en arrière. Le malheur est que les événements sont au millésime de 1935. Avant de songer à battre le rappel des suffrages paysans, il eût été bon de remplir envers eux son devoir de socialiste révolutionnaire, à savoir : indiquer à la paysannerie laborieuse les meilleures méthodes d'organisation et de défense ; les mots d'ordre précis que la situation exige; les revendications-type qui commandent toutes les autres... Ne pas leur dissimuler que — s'ils n'y mettent préalablement bon ordre — les mairies vers lesquelles ils se rendront, sous le signe du Front populaire, pour élire à une impressionnante majorité une Chambre néo-cartelliste pourraient bien démasquer les mitrailleuses conjuguées des Dorgères et des de la Rocque.

⁂

En fait, le Congrès a sciemment illusionné les paysans et freiné leur volonté revendicative. *Le moratoire des dettes* n'englobe pas celles dont le paysan est redevable à ses fournisseurs alors que, pour ces fournisseurs, une sérieuse discrimination devait être faite.

La revision des baux de fermage veut instituer un bail mobile, mais n'attaque en rien la base même du bail imposé au petit fermier par le grand propriétaire foncier.

Les métayers devront se contenter d'une « réforme du métayage » sans autre explication.

Enfin — *in cauda venenum* — le paragraphe final de l'appel subordonne la réalisation de ce programme immédiat à la *bonne volonté des Chambres !*

Les bolchéviks-léninistes ont apporté au Congrès de Limoges une contribution que nos camarades connaissent déjà. L'accueil fait par les paysans à notre résolution et, mieux encore, à notre programme, montre que c'est dans cette voie révolutionnaire qu'il faut s'engager. C'est notre tâche à tous malgré les pressions, les menaces et les exclusions... et la situation est trop grave pour qu'il puisse être permis à un militant, où qu'il soit placé, d'esquiver derrière on ne sait quel « patriotisme de parti » la responsabilité de servir la cause révolutionnaire, avec les ouvriers, avec les paysans.

J. LE RICARD.

P. S. — **Notre programme a été édité sous forme de tract. Prière aux Fédérations paysannes d'en passer commande.**

Après les incidents de Blois

« **L'Humanité** » du 23 septembre donne un compte rendu inexact des incidents qui ont provoqué des bagarres au meeting du Front Paysan à Blois entre le service d'ordre fasciste et de soi-disant « éléments louches » qui n'auraient rien d'antifasciste ou de communiste.

La vérité est différente. Le porte-parole de Staline lance les mêmes calomnies que lors de Brest et de Toulon sur des révolutionnaires qui, malgré leur petit nombre en face des fascistes, malgré un échec probable, **ont voulu montrer qu'il fallait passer à une autre action** que celle que leurs « dirigeants » préconisent.

Ceux-ci disent : pour briser les reins aux fascistes... rentrer dans le Parti agraire ! Soi-disant pour gagner les masses, ces fanfarons abandonnent ainsi la lutte de classes et falsifient Lénine. Avec ces mots d'ordre ils montrent que les partis ouvriers et les organisations paysannes prolétariennes ne peuvent plus gagner les masses laborieuses ; ils donnent ainsi des armes aux fascistes.

Nous au contraire, bolcheviks-léninistes, nous devons nous tourner vers ces masses, ces militants sincères avec les mots d'ordre: **milice paysanne, conseils paysans, pour un pouvoir prolétarien, paysan et ouvrier ! C'est ainsi qu'on intéressera les travailleurs de la terre. L'élection de Pithiviers le montre.**

DOLLON.

Le sens de l'élection de Pithiviers

Les Paysans contre la candidature radicale

Le 29 septembre, le docteur **Cabanis**, radical-socialiste, a été élu au second tour député à Pithiviers, par 5.864 voix, contre 5.855 à **Lagarde**, candidat agraire ; c'est-à-dire à 9 voix de différence.

Victoire du « Front Populaire », s'écrie une certaine presse ! Victoire des combinaisons parlementaires radicalo-stalinistes sur l'esprit de lutte des paysans, disons-nous.

La preuve ! En 1932 M. Chevrier, rad.-soc., avait obtenu, au premier tour de scrutin, **7.578 voix** contre 2.522 au candidat agraire, 2.492 au candidat républicain démocrate, et **466 au communiste.**

Au premier tour, cette année, le docteur Cabanis ne recueille que 4.633 voix : **perte de près de 2.000 voix radicales.** Le candidat agraire, **paysan menacé de saisie, en gagne 1.500.** Le communiste **en gagne 1.400.**

C'est donc net : la paysannerie se détourne des radicaux traîtres et félons, et porte son espoir à la fois vers le communiste et le candidat agraire. Le candidat communiste devait poursuivre sa campagne. Il aurait détaché un nouveau bloc paysan radical.

Au lieu de cela, il se désiste **pour le bourgeois radical Cabanis** ! Résultat : au deuxième tour, **800 voix communistes passent au candidat agraire, qui suit le Cabanis à 9 voix de distance.**

La leçon doit êtr comprise !

Liberté pour les prolétaires emprisonnés en U. R. S. S. !

TROTSKY SUR LA LETTRE DE TAROV

Nous publions ci-dessous des extraits principaux de la lettre de Tarov, dont nous avons annoncé dans le précédent numéro la sortie de l'U.R.S.S., ainsi que des commentaires qu'a rédigés *L. Trotsky* sur cette lettre. Les documents seront imprimés intégralement dans le prochain numéro de *La Lutte de Classes*.

Rappelons que toutes les sommes destinées à l'aide en faveur des bolchéviks-léninistes russes doivent être adressées au *Bulletin de l'Opposition*, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris (10e). Hâtez-vous d'envoyer votre obole !

Les conclusions politiques de l'acte du camarade Tarov sont absolument évidentes. Penser « réformer », « régénérer » le Parti bolchévik russe serait maintenant une pure absurdité. Il est impossible de contraindre à servir les intérêts du prolétariat la machine bureaucratique, qui sert surtout à maintenir le prolétariat dans l'étau. La terreur révolutionnaire, qui dans la période héroïque de la Révolution fut l'instrument des masses éveillées contre leurs oppresseurs et servit de la façon la plus immédiate à la défense de la domination du prolétariat, a définitivement cédé la place à la terreur froide et féroce de la bureaucratie, qui lutte acharnément pour ses postes et ses revenus, pour sa situation incontrôlée et son autocratie — contre l'avant-garde prolétarienne. C'est précisément pourquoi le stalinisme est condamné !

Le 20 février 1889, Engels écrivait à Kautsky une lettre publiée maintenant pour la première fois, vraiment remarquable, sur les rapports de classe à l'époque de la grande Révolution française. Voilà ce qu'il y disait entre autres : « En ce qui concerne la terreur, elle est par son essence une mesure de guerre, *si elle a un sens. Une classe, ou une certaine partie d'une classe, qui seule pouvait assurer la victoire de la Révolution, non seulement s'est maintenue, grâce à la terreur, au pouvoir, mais encore s'est assurée la liberté de mouvement,* l'elbow room, *la possibilité de concentrer ses forces sur un point décisif, c'est-à-dire à la frontière.* » *Mais après avoir garanti les frontières, grâce aux victoires militaires, après l'écrasement de la Commune enragée, qui voulait apporter à la pointe des baïonnettes la liberté aux peuples, la terreur, en tant qu'instrument de la Révolution, s'est survécue. Robespierre se trouvait certes au faîte de la puissance;* « mais dès lors, — *dit Engels,* — la terreur était devenue pour lui un moyen d'auto-conservation *et ainsi conduisait à une absurdité* » *(souligné par Engels lui-même).*

Ces lignes sont remarquables en leur simplicité et leur profondeur. Il n'est pas besoin d'expliquer ici la différence entre l'époque d'alors et l'époque présente : elle est assez connue. Non moins manifeste est la différence des rôles historiques de Robespierre et de Staline : le premier assura la victoire de la Révolution sur les ennemis intérieurs et extérieurs dans la période la plus critique de son existence; en Russie cette même œuvre fut accomplie sous la direction de Lénine. Staline n'est apparu au premier plan qu'après la conclusion de cette période. Il est l'incarnation vivante du Thermidor bureaucratique. Dans ses mains la terreur fut et reste avant tout l'instrument de l'écrasement du parti, des syndicats et des soviets et de la consolidation du pouvoir personnel, auquel il ne manque... qu'une couronne impériale. La terreur, qui a rempli sa mission révolutionnaire et s'est transformée en instrument de l'auto-conservation des usurpateurs, s'est réduit par là, selon les paroles d'Engels, à une « absurdité ». Cela signifie dans le langage de la dialectique qu'elle est condamnée à un effondrement inévitable.

Les brutalités absurdes, qui sont nées des méthodes bureaucratiques de collectivisation, comme les basses violences et brimades contre les meilleurs éléments de l'avant-garde prolétarienne, provoquent inévitablement l'exaspération, la haine, la soif de la vengeance. Dans cette atmosphère naît au sein de la jeunesse un état d'esprit de terreur individuelle. Le petit Bonaparte ukrainien S. Kossior, connu par son impudence, disait il n'y a pas si longtemps que Trotsky « appelle à l'assassinat des chefs soviétiques. Zinoviev et Kaménev, comme il fut, soi-disant, démontré par l'affaire Enoukidzé, ont directement participé à l'assassinat de Kirov ». N'importe qui, ayant la possibilité de connaître les écrits de Trotsky, peut vérifier aisément s'il a appelé ou non « à l'assassinat des chefs soviétiques » (en admettant qu'il y ait des gens qui aient besoin de vérifier des absurdités de cette sorte); par là même est suffisamment illustrée la seconde moitié des mensonges de Kossior : sur Zinoviev et Kaménev. Si l'on fabrique ou non actuellement quelques faux avec l'aide d'un « consul letton » ou d'un « officier de Wrangel » — nous ne le savons pas. Les Kossior du régime bonapartiste peuvent encore traquer, étouffer et fusiller pas mal de révolutionnaires irréprochables; mais cela ne change rien au fond de la chose : leur terreur est devenue une absurdité historique. Elle sera balayée avec ses organisateurs.

Appeler à l'assassinat des chefs soviétiques ? Si les bureaucrates qui se déifient eux-mêmes s'imaginent sincèrement qu'ils font l'histoire, nous ne partageons nullement cette illusion. Ce n'est pas Staline qui a créé l'appareil, mais l'appareil qui a créé Staline — à son image et à sa ressemblance. Le remplacement de Kirov par Jdanov n'a rien changé du tout dans la nature des choses. L'assortiment des Kossior, à la différence des produits de « nécessité courante », est infini : ils se distinguent peut-être par un centimètre en hauteur et quelques centimètres en épaisseur. C'est tout. Au reste, ils se ressemblent l'un à l'autre comme leurs propres dithyrambes ressemblent à ceux de Staline. Le remplacement de Staline lui-même par un des Kaganovitch n'apporterait guère plus de nouveau que le remplacement de Kirov par Jdanov. Kaganovitch manquerait d' « autorité » *? Ne vous inquiétez pas, tous les Kossior — le premier, le quinzième, le mille et unième — lui créeraient immédiatement l'autorité nécessaire, par la méthode de la chaîne bureaucratique, comme ils ont créé de l'* « autorité » *à Staline, c'est-à-dire à eux-mêmes, à leur domination incontrôlée.*

Voilà pourquoi miserable et impuissante est à nos yeux la terreur individuelle. Non, nous n'avons pas désappris l'A.B.C. du marxisme. Le sort non seulement de la bureaucratie soviétique, mais du régime soviétique tout entier, dépend de facteurs d'une importance mondiale. Seuls les succès du prolétariat international peuvent rendre au prolétariat soviétique confiance en lui-même. La condition fondamentale pour des succès révolutionnaires est l'unification de l'avant-garde prolétarienne mondiale autour du drapeau de la Quatrième Internationale. La lutte pour ce drapeau doit être menée aussi en U.R.S.S. : prudemment, mais inflexiblement. L'absurdité historique de la bureaucratie autocratique dans une société « sans classes » ne peut se maintenir et ne se maintiendra pas sans fin. Un prolétariat qui a accompli trois Révolutions relèvera de nouveau la tête. L' « absurdité » *bureaucratique tentera de résister. Le prolétariat trouvera un balai suffisamment grand. Et nous l'y aiderons.*

Le 6 septembre 1935.

L. TROTSKY.

La répression internationale

EN ESPAGNE

Le Comité de l'Alliance Ouvrière de Catalogne *nous adresse un appel en faveur des centaines de prisonniers enfermés au Fort Saint-Christophe de* Pampelune.

Les 500 détenus y sont traités d'une façon pire que du temps de Primo de Rivera. On distribue systématiquement les rations sous la pluie battante ; on provoque les détenus. Il y a quelques semaines, les détenus protestèrent : on fit venir les soldats avec fusils et mitrailleuses, on frappa les ouvriers, menacés du pistolet mitrailleur, à coups de matraque. Quarante-quatre prisonniers restèrent sur le carreau.

D'autres régions de l'Espagne nous sont parvenus des communiqués analogues, relatant la barbarie des Zamora et Gil Robles. Manifestons notre solidarité active aux travailleurs tombés en nous montrant la voie.

EN CHINE

Malgré les « succès » de l'Armée Rouge en Chine du Thibet, les ouvriers chinois continuent à subir le joug atroce du Kuomintang dans les grandes villes. Nos camarades de Changhaï nous apprennent l'arrestation de notre ami Liv-Jen, *connu sous le nom de* Nel-Sih, *ainsi que de quatre autres camarades dirigeants.*

Ces arrestations marquent la troisième vague de répression contre les bolchéviks-léninistes de Chine. En 1931, la totalité du Comité Central alors existant avait été virtuellement détruit et, en 1932, un même coup le frappa, quand le camarade Chen-Tu-Hsiu et dix autres furent pris et condamnés à un long temps de prison à Nanking. Les plus récentes arrestations coïncident avec la reprise de l'activité de l'organisation, surtout auprès des travailleurs de Shanghaï. Ce fut la réapparition de notre littérature et l'activité de nos camarades sur une échelle considérable dans les régions industrielles qui attira sur nous une fois de plus la lourde main de la terreur.

L'activité du camarade Niel-Sih remonte au début du mouvement révolutionnaire chinois moderne. Comme étudiant, il joua un rôle dirigeant dans la fameuse démonstration du 4 mai 1919, à Péking, quand la nouvelle jeunesse s'éleva contre le gouvernement de Péking qui se préparait à vendre le pays aux Japonais. Cette démonstration marqua le point de départ d'une nouvelle époque révolutionnaire dans l'histoire de la Chine et aussi la rapide montée en avant du camarade Niel-Sih resté à la tête du mouvement. En 1920, il rejoignit le nouveau Parti Communiste chinois et, l'année suivante, il fut délégué au premier Congrès national du Parti. Ensuite il représenta le Parti Communiste chinois comme délégué aux 3e et 4e Congrès de l'Internationale Communiste. Au cours de la Révolution de 1925-27, Niel-Sih étudiait à Moscou et là il fut acquis aux idées de Trotsky et de l'Opposition de Gauche, particulièrement dans les questions de la Révolution chinoise. Il devint bientôt oppositionnel et à son retour en Chine il rapporta avec lui les premiers documents de l'Opposition de Gauche pour les y faire connaître.

Il fut arrêté à Péking en mars de cette année avec sa femme et ses deux jeunes enfants. Seuls les plus gros efforts de parents et d'amis assurèrent la liberté des deux enfants, mais tous les efforts pour lui ou pour sa femme s'avérèrent vains. Ensemble ils furent ensuite transférés à Nanking où Niel-Sih est maintenant battu quotidiennement dans le but de le forcer à signer une déclaration répudiant ses idées communistes. La liberté de sa femme a été rendue conditionnée à la publication d'une telle déclaration. A la suite du traitement qu'il a subi, il est tombé sérieusement malade. Les autorités ont refusé de lui donner aucun traitement médical et sa situation est devenue critique. En dépit de ceci et en dépit de l'intervention d'un parent qui occupe un poste dans le quartier général de Chang-Kai-Shek, Niel-Sih a fermement refusé de répudier ses idées comme un révolutionnaire ou de révéler les noms d'aucun de ses camarades.

Faisant un vif contraste avec la conduite de la plupart des fonctionnaires stalinistes qui ont été arrêtés dans ces derniers mois, tous nos camarades ont montré une inébranlable fidélité dans leurs convictions. Les quatre autres camarades, Sze-Chao-Sing, Wang-Yao-Hua, Hu Hwang-Chang et Liu Chia-Lang, furent arrêtés à Shanghaï en avril et tous refusèrent de signer les documents dénonçant le Communisme et acceptant le Kuo-Ming-Tang. Un de nos meilleurs hommes, Sze, fut amené devant un juge de l'endroit qui était un de ses propres parents. Le juge lui enjoignit de renoncer à ses idées, lui promettant la liberté immédiate si seulement il voulait le faire. Sze refusa et par suite partagea le sort des autres qui étaient gardés militairement. Enfin, Wang a déjà passé quatre ans dans la prison Tsaohoching, située juste à côté de Shanghaï, un des plus notoirement abominables de tous les cachots du Kuo-Ming-Tang, dans lequel les prisonniers politiques subissent un traitement bien pire que les criminels ordinaires.

Dans les villes, le mouvement ouvrier a été abandonné et laissé abattu par les staliniens, qui ont lié leur sort à celui des armées paysannes dans les campagnes. La politique des stalinistes chinois est maintenant dictée seulement par les intérêts de la stratégie militaire de l'Union Soviétique et ne tient pas compte des intérêts de la Révolution chinoise. Une barrière est ainsi tendue entre le prolétariat chinois et les paysans insurgés, et ceci s'est manifesté dans les récentes et lourdes défaites des armées paysannes dans la Chine centrale. L'ensemble des trahisons et des capitulations de la part des restes de l'appareil staliniste a amené tout le mouvement révolutionnaire à l'effondrement. Dans cette situation, les plus grandes des tâches incombent à nous, bolchéviks-léninistes chinois.

Passant complaisamment par dessus les défaites qui lui ont permis de juger les stalinistes (il remercie largement la politique des stalinistes), le Kuo-Ming-Tang n'a pas manqué de reconnaître en nous les ennemis réels de l'avenir et, pour cela, n'a pas attendu pour nous porter un coup mortel; et vraiment la perte de ces camarades n'est pas sans importance pour nous, car tous étaient de véritables combattants. Aujourd'hui la Chine est à la veille d'un nouveau démembrement, d'une agression impérialiste et de guerres militaires. L'économie du pays tout entier est presque ruinée, plongeant la masse des travailleurs et des paysans dans une profonde misère. Dans ces circonstances, nos rangs ont besoin de tout solide révolutionnaire capable de lever la tête, quand l'avenir paraît si sombre pour notre mouvement. Tels étaient ces cinq camarades, maintenant prisonniers dans les griffes du Kuo-Ming-Tang. Mais ces arrestations nous obligent seulement à redoubler nos efforts pour rebâtir le mouvement révolutionnaire chinois, à créer un nouveau parti révolutionnaire sur les ruines que nous a laissées l'héritage du stalinisme.

Nous appelons tous nos camarades et sympathisants à travers le monde à réclamer la liberté pour nos camarades emprisonnés. Les hommes du Kuo-Ming-Tang savent que les hommes qu'ils tiennent ont de nombreuses relations dans les courants bolchéviks les plus fermes du mouvement révolutionnaire international !

Organisez des délégations pour amener les autorités diplomatiques et consulaires à protester contre l'emprisonnement et les mauvais traitements de nos camarades. Ecrivez des lettres de protestations; adressez-les au Yuan exécutif, au Yuan judiciaire et au Central Military Headquarters à Nanking (Chine), demandant la liberté de Liu Jen-Chin, Sze Chao-Seng, Wang Yao-Hua, Hu Hwang-Chang et Liu Chai-Liang, et de tous les prisonniers de la guerre de classe, maintenant dans les prisons du Kuo-Ming-Tang, ainsi que notre camarade Chen-Tu-Hsiu.

Pour une Chine Soviétique !

Pour la Quatrième Internationale !

Vive la Révolution mondiale !

LA LIGUE COMMUNISTE DE CHINE
(bolchéviks-léninistes).

Appel de Tarov au prolétariat mondial

LA VOIX D'UN BOLCHEVIK-LENINISTE, EVADE D'U.R.S.S.

Des centaines et des milliers de bolchéviks-léninistes languissent dans les prisons staliniennes. Hier encore, j'étais avec eux, et ensemble nous partagions toutes sortes de tourments que nous infligeaient les gardes-chiourmes staliniens. Aujourd'hui je me trouve dans un pays semi-capitaliste en « liberté ». Hélas, il me semble que pour un révolutionnaire il n'y a pas de place libre sur notre planète. En tout cas, aujourd'hui, j'ai la possibilité de prononcer publiquement une parole de protestation contre les usurpateurs staliniens. Le devoir révolutionnaire m'oblige à faire appel au prolétariat mondial, en lui demandant son aide pour libérer des prisons staliniennes les révolutionnaires dévoués, les martyrs — les bolchéviks-léninistes. Que le prolétariat mondial sache que le pays des Soviets, comme tel, est en train de périr imperceptiblement, car le pouvoir soviétique sans communistes actifs et indépendants est impossible. C'est pourquoi la lutte pour un véritable parti communiste, la lutte contre les usurpateurs et contre le régime plébiscitaire, est la lutte pour la libération du système soviétique de sa dégénérescence tragique.

⁂

... Les oppositionnels emprisonnés dans l'isolateur du Verchne-Ouralsk, au nombre de 150 (nous y étions 485, mais on transporta beaucoup d'entre nous dans les autres prisons, après quoi nous sommes restés 150) ont déclaré la grève de la faim contre la prolongation des peines, car avant la grève, en été 1932, une commission quelconque avec une certaine Andréïéva en tête, était arrivée de Moscou à Verchne-Ouralsk pour adoucir notre « situation matérielle ». Elle prolongea leur peine à tous ceux qui l'avaient terminée. 103 camarades reçurent de nouvelles peines de deux ans. C'est la seule chose que fit cette commission pour adoucir « notre situation matérielle ».

Cette commission, nous l'avions exigée nous-même contre le traitement bestial de l'administration de la prison. On nous frappait souvent, on nous guettait, la garde tirait dans les fenêtres, à la suite de quoi un de nos camarades, Iesaian, fut blessé à la poitrine. Nous demandâmes la commission, mais selon l'habitude on nous la refusa. Alors 485 communistes emprisonnés déclarèrent la grève de la faim qui dura 18 jours. La commission arriva, dispersa les « emprisonnés actifs » dans les autres isolateurs, et le blessé Iesaian fut envoyé en Sibérie.

Et voilà que l'année suivante une nouvelle commission arrive et prolonge nos peines. C'est pourquoi en 1933 nous fûmes obligés de déclarer la grève de la faim contre cette injustice inouïe. Nous commençâmes la grève le 11 décembre 1933. Le 20 décembre on transporta sur les bras les grévistes d'une cellule dans l'autre. Cela, pour perquisitionner dans les cellules. Puis on commença à nous alimenter par la force. Ce fut un spectacle inoubliable : de vraies batailles eurent lieu entre les grévistes et les gardes-chiourmes. Naturellement les premiers furent battus. Epuisés, nous fûmes alimentés par la gorge avec des pompes appropriées. Les tourments furent inouïs, on nous introduisit dans la gorge de gros tuyaux en caoutchouc, on traîna les grévistes comme les chiens crevés dans la « cellule d'alimentation ». Personne ne capitula séparément. Le 15e jour de la grève notre comité de grève décida de la terminer à midi, car beaucoup de grévistes avaient essayé de se suicider. Un des collaborateurs du G.P.Ou. vint chez nous dans l'isolateur et commença à menacer les grévistes de les envoyer dans les « solovki ». Nos camarades le chassèrent naturellement de leurs cellules. La décision du comité de grève fut acceptée par tous les grévistes à l'unanimité. Le représentant du G.P.Ou. dut verbalement (il ne le voulait pas pour des raisons inconnues le faire par écrit) promettre de libérer ceux qui avaient terminé leur peine. C'est ainsi que le 22 janvier 1934, ma peine se terminant, on me transporta dans la cellule des « libérables ».

⁂

...Jamais dans ma vie je n'ai vu un fonctionnaire aussi astucieux et cynique que l'adjoint au commandant de la section locale de la G.P.Ou., Margolin, qui, après avoir lu mon télégramme au C.C. et à la O.G.P.Ou., se tournait vers moi en disant : « Que pouvez-vous me raconter à propos de votre organisation ? Qui était le chef du mouvement oppositionnel en Caucase ? Où avez-vous travaillé directement ? Il faut botter les fesses à ces Trotskystes ! » Le misérable fonctionnaire se sentit très embarrassé quand il enendit mon refus catégorique. Je disais : « Jusqu'à présent je luttais contre le C.C. et je luttais selon toutes les règles d'une lutte oppositionnelle et je prends mes responsabilités pour cette lutte. Je cesse la lutte oppositionnelle contre la direction non pas pour des causes purement personnelles et égoïstes, mais ayant en vue la nécessité d'une lutte unie de toutes les forces révolutionnaires du prolétariat contre l'offensive de la contre-révolution. Je cesse la lutte non pas parce que je suis d'accord avec les opinions opportunistes du sommet bureaucratique du parti, mais parce que j'espère que le parti saura encore recouvrer ses droits après avoir chassé les insolents usurpateurs. »

Mais à qui parles-tu ? La bureaucratie de l'appareil a bien compris naturellement mes lettres et mes télégrammes. Et c'est pourquoi elle n'a pas voulu répondre à mon appel. Je suis resté en déportation sans une nouvelle condamnation. Il était quand même difficile à l'Etat de condamner un de ses citoyens à une peine quelconque en l'absence d'arguments même faux. La tâche de la bureaucratie du parti consiste seulement dans l'isolation et dans la torture des oppositionels jusqu'à ce qu'ils deviennent publiquement des chiffons, c'est-à dire de malheureux sujets apolitiques. Justement le bureaucrate ne veut pas que tu sois un communiste véritable. Il n'a pas besoin de ça. Pour lui, c'est nuisible et mortellement dangereux. Le bureaucrate ne veut pas de communistes indépendants, il veut de misérables serviteurs, des égoïstes et des citoyens du dernier ordre.

⁂

Du parti communiste il ne veut que son nom, pour l'utiliser en vue de ses intentions usurpatrices. Hélas ! beaucoup d'oppositionnels n'ont pas résisté à la sévère et interminable isolation et ont capitulé. Mais pour moi la bureaucratie s'est trompée. Et dans les prisons, et en déportation et à l'étranger, je suis resté le même, je suis resté communiste, je suis resté un défenseur dévoué du pouvoir soviétique et de la construction socialiste. Le pays des Soviets c'est « mon » pays dans le sens socialiste du mot. Sous un autre régime, sous un régime des ennemis du prolétariat, il est étranger pour moi. Je suis toujours prêt jusqu'à la dernière minute de ma vie à lutter pour le pays des Soviets. Serait-il possible que sous un véritable pouvoir prolétarien la lutte contre la bureaucratie, contre les voleurs et brigands qui s'approprient impudemment le bien soviétique et qui sont la cause de la perte de centaines de milliers d'hommes par le froid et par la famine ; serait-il possible qu'une lutte ou une simple protestation contre ces misérables soit considérée comme un crime contre-révolutionnaire ? Je luttais pourtant pour une démocratie prolétarienne à l'intérieur du parti, je luttais pour un programme et un statut léninistes dans notre parti, je luttais et je lutterai contre l'autocratie des personnes et des cliques dans l'appareil du parti. Pourtant, selon les statuts de notre parti, les organismes élus du parti, des syndicats et des Soviets doivent être changés chaque année de la base jusqu'au sommet. Qu'est-ce qu'on voit aujourd'hui ? Le poste de secrétaire du parti est devenu une espèce de métier. Un certain Kakhiïani par exemple étant pendant 8 ans secrétaire du C.C. géorgien, et le parti finissant par ne plus pouvoir le supporter non seulement comme secrétaire du C.C. de la Géorgie, mais même comme membre du parti — alors notre spécialiste dans le métier de secrétaire général abandonne Tiflis — naturellement sur le bon conseil de l'instance supérieure — et part pour Alma-Ata en qualité encore du secrétaire général du C.C. de Kazakstane. Et Mirzoïane, de même espèce que Kakhiïani, part de Bakou pour Ouralsk en qualité de secrétaire du comité du rayon. Et c'est justement à cause de ça que la direction du parti se considère comme absolument irresponsable devant la masse du parti qui l'a élu. Elle accepte seulement l'instance supérieure dans l'appareil du parti. D'où une servitude honteuse et des cliques impudentes dans les sommets bureaucratiques. Dans une situation pareille la masse du parti ne peut pas avoir confiance dans sa direction. Et en ce qui concerne la masse ouvrière non organisée, elle ne voit que l'appareil du parti et n'a pas confiance du tout dans le parti. D'où une pression administrative sur le parti et sur la classe ouvrière. C'est pourquoi toutes les prisons, les solovki et les lieux de déportations sont à présent remplies par les ouvriers organisés et inorganisés. Sans parler des paysans.

...Dans la prison de Pétropavlosk, dans une petite cellule d'une surface de 25 mètres sont enfermées 35 femmes dont 8 avec des nourrissons. L'air a accès dans la cellule par le judas. Oh ! je n'oublierai jamais ces enfants, petits et maigres ; je les ai vus par le judas de notre cellule. Ils ont fait la queue dans les bras de leurs mères devant le judas pour avoir une misérable ration d'air frais. Que le prolétariat mondial voie cette tâche honteuse sur les figures des garde-chiourmes du régime plébiscitaire. Serait-il possible qu'il n'y ait pas eu de communistes dans la ville ? Serait-il possible qu'ils ne se soient pas intéressés aux prisons de leur ville où languissaient dans le froid, la famine et dans la boue des milliers d'êtres humains ? Serait-il possible qu'il n'y ait pas eu là de procureur ? J'ai honte de prononcer même ce nom ! Si, ils étaient tous là. Dans le même temps a même passé dans cette ville le membre du C.C. Mikoïane. Son portrait figurait en première page du journal local. Mais Mikoïane c'est un homme de passage, son arrivée peut être seulement la cause de nouvelles arrestations de femmes avec leurs nourrissons. De Mikoïane on peut même ne pas parler. Mais qu'ont fait les communistes locaux ? Rien ! Ils n'ont pas une voix indépendante. Ils n'ont pas le droit de penser. A-t-on arrêté, par exemple, un nourrisson dans les bras d'une ouvrière ou d'une paysanne, alors il est coupable et il doit rester dans une petite cellule avec 35 femmes et dans les bras de sa mère faire la queue devant le judas pour avoir de l'air pour respirer.

Le Gérant : Maria CRAIPEAU.

H. Carré-G. Pierson, imprimeurs
35, boulevard de Strasbourg,
Paris (10e).